

COMMUNAUTÉ
EUROPÉENNE
DU CHARBON
ET DE L'ACIER

PARLEMENT EUROPÉEN

DOCUMENTS DE SÉANCE

1971 - 1972

COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE

17 MAI 1971

DOCUMENT 45/71

COMMUNAUTÉ
EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE
ATOMIQUE

Rapport

fait au nom de la commission économique

sur la situation actuelle
dans la Communauté économique européenne

Rapporteur : M. Erwin Lange

Président de la commission

La commission économique a décidé au cours de sa réunion du 13 mai 1971 de présenter, selon la procédure d'urgence, au Parlement européen, un rapport sur la situation actuelle de la Communauté économique européenne.

Elle a chargé son président, M. Lange, de rédiger le rapport.

En sa réunion du 14 mai elle a adopté à l'unanimité moins une voix la proposition de résolution présentée par le rapporteur.

Étaient présents : M. Lange, président et rapporteur, M. Boersma, vice-président, MM. Arndt, Berkhouwer, Bos, Burgbacher, Califice, Cifarelli, De Winter, M^{lle} Lulling, MM. Oele, Offroy, Scoccimarro et Wolfram.

Proposition de résolution
sur la situation actuelle dans la Communauté économique européenne

Le Parlement européen,

ayant pris connaissance

- de la résolution du Conseil du 9 mai 1971 et des décisions des gouvernements des États membres,
- des décisions du Conseil concernant la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire des 8 et 9 février 1971,
- de la volonté exprimée à l'issue de la Conférence de La Haye de décembre 1969 de faire progresser la Communauté économique européenne vers une Communauté de stabilité;

1. Regrette que la volonté d'action de certains pays membres ne se soit pas traduite par une solution communautaire tendant à surmonter les difficultés actuelles;

2. Estime indispensable à l'avenir que pour de telles périodes critiques de l'évolution conjoncturelle et monétaire une action communautaire soit entreprise;

3. Attend que même les mesures nécessaires à court terme soient prises au niveau communautaire et cela en vue de la réalisation des objectifs du troisième programme de politique économique à moyen terme — stabilité des prix, plein emploi, équilibre des échanges extérieurs et croissance économique régulière — et renvoie, dans ce contexte, aux dispositions du traité de la CEE et notamment aux articles 103, 104 et suivants;

4. Croit déceler dans la situation actuelle, malgré les mesures autonomes mettant en danger l'intégration communautaire, une chance de renforcer la Communauté, et invite donc la Commission et le Conseil à développer des instruments communautaires en matière de politique conjoncturelle, qui garantissent une stabilité économique à l'intérieur et l'équilibre des échanges extérieurs et susceptibles de rendre superflues des actions autonomes de la part des différents États membres;

5. Considère que ces mesures ainsi que celles mentionnées ci-dessous sont indispensables pour progresser sur la voie de l'union économique et monétaire;

6. Invite la Commission et le Conseil à réexaminer s'il est possible d'appliquer des cours flexibles vers l'extérieur tout en maintenant des cours des changes fixes à l'intérieur de la Communauté;

7. Attend, de plus, que le Conseil et la Commission examinent avec les membres du groupe des Dix des mesures appropriées qui garantissent la transparence et le contrôle du marché des eurodevises, évitent une augmentation inflationniste du pouvoir d'achat et combattent de façon efficace la spéculation;

8. Charge son président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

